

# La vie quotidienne a repris ses droits à Kinshasa, mais...

RD CONGO De nombreux policiers sillonnent encore la ville et dispersent tout rassemblement qui tenterait de se former

**L**e feu sous la cendre... Après deux jours de manifestations violentes, les impératifs du quotidien ont repris leurs droits hier à Kinshasa : le trafic a repris timidement, les commerces ont rouvert. Cependant, la tension demeure palpable : des policiers sillonnent les principales artères et veillent à disperser les petits groupes qui tenteraient de se reformer.

A l'université, les forces de l'ordre ont pénétré à l'intérieur du campus, faisant face à des étudiants qui crient « *Kabila, dégage !* », et des coups de feu ont été entendus. Dans le quartier de N'Djili, en direction de l'aéroport, un poste mobile de police a été détruit par des manifestants qui réclamaient la démission du chef de la police, le général Célestin Kanyama. La décision de couper les signaux internet et d'empêcher les SMS a été maintenue, afin d'empêcher une coordination des manifestations d'opposition, mais de telles mesures, s'ajoutant à l'interruption de RFI, ont accentué le malaise général, et la plupart des écoles de Kinshasa sont restées fermées.

En outre, la polémique se poursuit à propos du nombre de morts : les autorités ne reconnaissent que cinq victimes, mais une organisation de défense des droits de l'homme fait état de 28 morts et d'autres sources citent même le chiffre de 40 !

A l'intérieur du pays également, les manifestations de protestation se sont poursuivies : à Goma, la police a dispersé une centaine d'étudiants avec des gaz lacrymogènes ; Mbandaka dans l'Equateur et Bukavu, la capitale du Sud-Kivu,

ont été le théâtre de manifestations pacifiques, s'opposant, comme à Kinshasa, à la nouvelle loi électorale.

La violence des manifestations, où des groupes de jeunes, échappant à tout contrôle, ont joué au chat et à la souris avec les forces de police et se sont livrés à des pillages, a inquiété le pouvoir, mais elle a également dépassé l'opposition qui n'avait guère de prise sur les émeutiers et ne disposait d'aucun service d'ordre.

Le député Clément Kanku a appelé les Kinois à ne pas se livrer à des actes de vandalisme et il a déclaré qu'il était temps pour le gouvernement d'écouter la voix de la population.

L'Union européenne et la Monusco ont exprimé leur préoccupation face au risque de déstabilisation du pays et, surtout, l'archevêque de Kinshasa, M<sup>gr</sup> Monsengwo, a appelé les autorités congolaises et les hommes politiques à « *ne pas tuer leurs concitoyens* ». « *Ces derniers jours, a-t-il déclaré, Kinshasa se trouve dans un état de siège incompréhensible, la population est en révolte...* » Comme il l'avait déjà fait depuis longtemps, le prélat a condamné le projet de révision de la loi électorale actuellement examiné par le Sénat, un projet qui subordonne les prochaines élections, présidentielle et législatives, à l'organisation d'un recensement de la population, exercice qui pourrait prendre plusieurs années, permettant ainsi au président Kabila de rester au pouvoir au-delà du terme de son deuxième mandat, en 2016. ■

**COLETTE BRAECKMAN**